

NOTE D'INFORMATION¹
Bruxelles, le 22 janvier 2021

VIDÉOCONFÉRENCE INFORMELLE DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE 25 janvier 2021

La vidéoconférence aura lieu le lundi 25 janvier 2021. La réunion sera présidée par **Ricardo Serrão Santos**, ministre de la mer du Portugal, et **Maria do Céu Antunes**, ministre de l'agriculture du Portugal.

La vidéoconférence débutera à **10 heures**, et la présidence portugaise du Conseil commencera par présenter son **programme de travail** pour le premier semestre de 2021.

Les ministres se concentreront ensuite sur la préparation des **consultations bilatérales UE-Royaume-Uni sur les possibilités de pêche** pour 2021 et, sur les stocks d'eau profonde, pour 2021 et 2022.

Lors de la session de l'après-midi (qui devrait débuter à 14 h 45), les ministres axeront leurs travaux sur l'agriculture: la Commission communiquera des informations au Conseil sur des **questions agricoles liées au commerce et sur une mise à jour de l'étude réalisée en 2016 par le Centre commun de recherche (JRC)** sur les effets économiques cumulés des négociations commerciales en cours et à venir sur le secteur agricole de l'UE. La présidence informera également les ministres de l'**état d'avancement des travaux menés concernant le paquet "réforme de la politique agricole commune (PAC) post-2020"**.

Enfin, la délégation croate informera les ministres des conséquences du récent tremblement de terre en Croatie sur le secteur agricole et sur les zones rurales, tandis que la délégation slovène fournira des informations sur la situation actuelle dans le secteur porcin.

Une **conférence de presse sur la pêche** aura lieu à l'issue de la session du matin avec le **commissaire Sinkevičius et le ministre Ricardo Serrão Santos**.

La **conférence de presse de clôture** se tiendra en présence du **commissaire Wojciechowski et de la ministre Maria do Céu Antunes**.

* * *

[Vidéoconférence informelle des ministres de l'agriculture et de la pêche - page de la session](#)
[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)
[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Présentation du programme de travail de la présidence

La présidence portugaise du Conseil de l'UE exposera son programme de travail et ses principales priorités pour le premier semestre de 2021 dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche.

L'une des principales priorités de la présidence dans le domaine de l'**agriculture** est la conclusion du paquet de réforme de la politique agricole commune au printemps 2021; le paquet est en cours de négociation dans le cadre de trilogues avec le Parlement européen. En ce qui concerne la **pêche**, la présidence s'efforcera d'adopter les totaux admissibles des captures (TAC) et les quotas définitifs pour les stocks halieutiques partagés avec le Royaume-Uni pour 2021 (lors de la session du Conseil "Agriculture et pêche" de décembre 2020, les ministres ont approuvé des TAC provisoires pour ces stocks).

PÊCHE

Consultations bilatérales UE-Royaume-Uni sur les possibilités de pêche

Lors de la session du matin, les ministres débattront de leurs **priorités** et des **orientations** suggérées par la présidence pour les consultations à venir avec le Royaume-Uni en vue de fixer les possibilités de pêche définitives pour 2021 pour les stocks partagés (et, pour les stocks d'eau profonde partagés, pour 2021 et 2022). La Commission européenne sera invitée à prendre note des orientations et priorités initiales du Conseil pour les consultations avec le Royaume-Uni sur cette question.

Les possibilités de pêche pour les quelque 100 stocks partagés sont négociées et déterminées pour de nombreuses années chaque année (en décembre) au sein du Conseil "Agriculture et pêche". À la suite de la sortie du Royaume-Uni de l'UE et, depuis janvier 2021, ces stocks partagés ne sont plus considérés comme des ressources halieutiques exclusives de l'UE, mais comme des ressources partagées en vertu du droit international. C'est la raison pour laquelle les ministres se sont mis d'accord, lors de la session du Conseil "Agriculture et pêche" de décembre dernier, sur des possibilités de pêche préliminaires et limitées pour les trois premiers mois de 2021 (compte tenu de l'absence d'accord entre l'UE et le Royaume-Uni à l'époque). La conclusion de l'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le Royaume-Uni à la fin de 2020 permet désormais aux deux parties de fixer les totaux admissibles des captures (TAC) et les quotas définitifs pour les stocks partagés pour 2021 (et pour 2022 pour les stocks d'eau profonde). Dans ce nouveau contexte, la Commission européenne, en coordination et en coopération avec le Conseil, mènera les consultations formelles avec le Royaume-Uni en vue de fixer les TAC en temps utile.

AGRICULTURE

Questions agricoles liées au commerce et mise à jour de l'étude de la Commission européenne de 2016

Au cours de la session de l'après-midi, la Commission européenne présentera une évaluation de l'évolution récente des questions agricoles internationales liées au commerce et des résultats de la mise à jour de son étude sur les effets économiques cumulés des négociations commerciales en cours et à venir sur le secteur agricole de l'UE.

Sur la base de cette présentation, les ministres procéderont à un échange de vues sur la meilleure manière de relever les défis et de tirer parti des possibilités dans le cadre actuel, notamment la pandémie actuelle de COVID-19, l'accord UE-Royaume-Uni, la nouvelle administration américaine, l'application des accords existants et les négociations bilatérales et multilatérales en cours au sein de l'OMC.

La mise à jour de l'étude de 2016 réalisée par le Centre commun de recherche (JRC) de la Commission européenne reflète les derniers accords négociés par l'UE, comme celui avec le Mercosur. Elle suit une méthodologie similaire à celle de l'étude de 2016 et inclut deux scénarios: un scénario prudent et un scénario optimiste. L'étude est axée sur l'impact économique de ces accords.

Divers

Paquet "réforme de la politique agricole commune (PAC) post-2020": état d'avancement

En session publique, la présidence informera les ministres de l'état d'avancement des négociations menées avec le Parlement européen sur le paquet "réforme de la politique agricole commune (PAC) post-2020". En novembre et décembre 2020 et sous la présidence allemande, **cinq trilogues se sont déroulés** dans une ambiance constructive (trois réunions sur le règlement relatif aux plans stratégiques relevant de la PAC, deux réunions sur le règlement relatif au financement, à la gestion et au suivi de la PAC et une réunion sur le règlement portant organisation commune des marchés). La présidence portugaise a prévu une série de trilogues pour les mois à venir afin de négocier avec le Parlement européen le paquet conformément à l'orientation générale du Conseil (approuvée en octobre 2020).

Informations générales

- [Le Conseil arrête sa position sur la prochaine politique agricole commune de l'UE \(communiqué de presse, 20 octobre 2020\)](#)
- [Orientation générale sur le règlement relatif aux plans stratégiques relevant de la PAC](#)
- [Orientation générale sur le règlement relatif au financement, à la gestion et au suivi de la PAC](#)
- [Orientation générale sur le règlement portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles](#)
- [L'avenir de la PAC après 2020 \(informations générales\)](#)
- [L'avenir de la politique agricole de l'UE \(infographie\)](#)

Conséquences du récent tremblement de terre en Croatie

La délégation croate informera les ministres des conséquences du récent tremblement de terre en Croatie sur le secteur agricole et certaines zones rurales.

Situation actuelle dans le secteur porcin

La délégation slovène, soutenue par 13 États membres, lancera un appel à la Commission européenne pour qu'elle introduise des mesures au niveau de l'UE afin d'aider le secteur de la viande porcine qui est confronté à de fortes baisses de prix pendant la pandémie de COVID-19.